



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de Pierre  
CS60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 23/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MACQUET (LA CREQUOISE)**

109RTE DE SAINT OMER  
62310 Fruges

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\LA  
CREQUOISE\_Fruges\_070.01950\2\_Inspections\2024 09 17  
Code AIOT : 0007001950

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement MACQUET (LA CREQUOISE) implanté 109 RTE DE ST OMER 62310 Fruges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de la DREAL.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MACQUET (LA CREQUOISE)
- 109 RTE DE ST OMER 62310 Fruges
- Code AIOT : 0007001950
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation dispose d'une installation de découpe et de conditionnement de viandes principalement d'origine ovine située à FRUGES.

Les carcasses d'agneaux sont réceptionnées sur le site et sont stockées en frigo avant transformation.

Une activité de transit et de négoce de viande est également réalisée sur le site.

La société LA CREQUOISE est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009. Elle est soumise à autorisation sous la rubrique 2221 «Préparation de produits alimentaires d'origine animale». Le cumul des activités de transformation de carcasses d'agneaux et de transit est autorisé dans la limite de 70 tonnes par jour.

L'établissement est une société familiale qui emploie environ 200 personnes.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Fluides frigo
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article annexe I 3-3	Mise en demeure, produits chimiques	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 4-1-1	Sans objet
2	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 4-2-2	Sans objet
3	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 7-5-6	Sans objet
5	contrôles	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'étanchéité	07/02/2024, article 21.3	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit entretenir son bassin de rétention afin de maintenir en permanence le volume utile en cas d'incendie ou de grosse pluviométrie. L'exploitant doit également s'assurer de la bonne périodicité des contrôles d'étanchéité de ses équipements contenant des fluides frigorigènes et tenir à jour l'inventaire exhaustif de ces équipements contenant plus de 2 kg de fluide.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 4-1-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau exploité par la ville de FRUGES. La consommation annuelle est de 6 500 m<sup>3</sup> (usages industriel et sanitaire).</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant présente à l'inspection ses consommations annuelles depuis la dernière visite d'inspection.</p> <p>2017 : 8846m3 2018 : 8691m3 2019 : 8463m3 2020 : 8724m3 2021 : 8870m3 2022 : 8490m3 2023 : 8386m3</p> <p>En 2015, la consommation du site était de 11000m3. Dans son porter à connaissance de 2018, l'exploitant indique que le volume de 6500m3 autorisé dans l'arrêté correspond à la consommation du site avant les travaux réalisés en 2009. Il explique que l'augmentation de consommation est due au nettoyage des zones de productions supplémentaires mises en place en 2009.</p> <p>Depuis 2015 il est constaté une diminution de la consommation d'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 4-2-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous ses réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, points de rejet...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

L'exploitant a présenté le plan des réseaux de son site. La dernière mise à jour du plan date du 11 octobre 2018. On y trouve les réseaux suivants : Eaux pluviales de toiture, eaux pluviales de voiries, eaux pluviales, réseau AEP, eaux vannes, eaux usées, réseau incendie, réseau gaz. Sont également indiqués sur le plan les ouvrages divers (pompe de relevage, séparateur hydrocarbures)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 7-5-6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bassin de confinement

**Prescription contrôlée :**

La capacité de confinement, susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement), étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 930 m<sup>3</sup> avant rejet vers le réseau de la ZAC. Cette disposition est actuellement réalisée par le bassin d'orage (480 m<sup>3</sup>) et la voirie (450 m<sup>3</sup> par débordement sur la voirie : bâchage des talus du bassin d'orage et rehausse des pourtours des voiries), puis ultérieurement, après des travaux d'aménagement routier de la zone d'activité, par un nouveau bassin de 930 m<sup>3</sup>.

Un dispositif (vanne de barrage par exemple) permet d'obturer les rejets eaux (pluviales et usées) aux réseaux de la zone d'activité. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

La vidange des effluents potentiellement pollués suivra les principes imposés par l'article 4.3.7 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

La mise en place de l'ensemble des dispositions concourant au confinement du site fera l'objet d'une procédure de la part de l'exploitant et sera transmises au plus trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux incendie et des eaux de pluie de 1000m<sup>3</sup>. Lors de la visite, il est constaté que le bassin est encombré de végétation, notamment des arbres de type saules. Le bassin ne semble plus répondre au volume de confinement prévu, de plus le type de végétation présent dans le bassin et son réseau racinaire est susceptible de nuire à l'étanchéité du bassin.

Par courriel des 22 et 25 novembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des photographies du nettoyage du bassin, le révélant exempt de végétation.

Par courriel du 23/12/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection, un courrier de la société Baude Billet TP, attestant et confirmant le bon état de la bâche du bassin après nettoyage complet et l'absence de perforation.

Un plan du bassin, en date du 25/05/2010 atteste de sa capacité de rétention de 1000m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Inventaire des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article annexe I 3-3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'équipements de refroidissement contenant des fluides frigorigènes. Dans le tableau de classement de son porter à connaissance, déposé le 28/09/2016 et complété en janvier 2017 puis en octobre 2018, l'exploitant indique que son installation de refroidissement est soumise au régime déclaratif pour la rubrique 4802 de la nomenclature (devenue 1185 à compter du 25 octobre 2018), avec une capacité de fluide de 611kg.

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'inventaire de ses équipements.

Il est relevé notamment les équipements suivants :

- groupe froid à deux circuits de 61kg de fluide R134a chacun
- groupe froid à deux circuits de 41kg de fluide R407 chacun

Par courriel du 17/01/2025 l'exploitant transmet une liste issue d'un document MCI répertoriant des installations concernées par un contrat. On y trouve notamment les 2 groupes froids ci-dessus ainsi qu'une Centrale positive R404a dont la capacité n'est pas indiquée ( 20kg x 2 = 78,4 Teq CO2 x2 vu sur une fiche d'intervention).

L'exploitant a également transmis, le même jour, des fiches d'intervention dont des fiches pour

<p>l'équipement R507a (HFC) 34 kg, 135,5Teq CO2. Cet équipement n'est pas dans l'inventaire fourni par l'exploitant, de même pour l'équipement contenant 3 kg de R404A soit 11,8 Teq CO2 ( une fiche d'intervention en date du 12/03/24 est fournie sans que cet équipement ne soit inventorié). L'exploitant a également transmis, le 17/01/2025, un tableau de suivi de ses équipements, mais celui ci ne reprend pas le nom et la quantité de fluides présents.</p> <p>La liste des équipements transmise par l'exploitant n'est pas un inventaire conforme à prescription ci-dessus.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra l'inventaire des ses équipements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, produits chimiques</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : contrôles d'étanchéité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 21.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants d'équipements de réfrigération et de climatisation ou de pompes à chaleur, ou de systèmes de protection contre les incendies, y compris leurs circuits, qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I, veillent à ce que cet équipement fixe ou ces systèmes :</p> <p>a) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 3 kg mais inférieure à 30 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les douze mois, à l'exception des équipements comportant des systèmes hermétiquement scellés étiquetés comme tels et qui contiennent moins de 6 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I ;</p> <p>b) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 30 kg mais inférieure à 300 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les six mois;</p> <p>c) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 300 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les trois mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les contrôles d'étanchéité de ses équipements de réfrigération.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des contrôles d'étanchéité de ses équipements soumis à la prescription, sur les deux années écoulées.</p> <p>Par courriel du 17/01/2025 l'exploitant transmet des fiches d'intervention.</p> <p>Les fiches sont transmises pele-mêle, sans chronologie ni classement par groupe. L'inspection s'est attachée aux équipements dont la charge et la plus impactante en gaz à effet de serre. Sans inventaire conforme il est très difficile de retrouver les contrôles pour chaque groupe avec des</p>

dénominations pouvant changer d'une fiche à l'autre. Le relevé des contrôles par groupe est présent en annexe. L'inspection a constaté que la périodicité de certains contrôles n'est pas respectée, cependant l'ensemble des équipements vérifié par l'inspection dispose d'un contrôle d'étanchéité en cours de validité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit vérifier que la périodicité des contrôles d'étanchéité de ses équipements est bien respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite